

Ouvrir une troisième voie pour l'eau

ÉPILOGUE

Huit histoires. Huit territoires. Huit fois, des femmes et des hommes ont franchi le cap de l'impossible et ont ramené le bon état des eaux.

Ils ont fait preuve d'une motivation sans bornes pour l'eau. C'est ce que l'eau déclenche généralement chez l'homme : la travailler, c'est toucher à la vie, à ce dernier espace sauvage au cœur de nos territoires domestiqués, se mesurer à ses soubresauts caractériels. On ne résiste pas à l'eau, on ne la domestique pas, on l'accompagne. On ne l'exploite pas comme une ressource, on l'emprunte comme un bien commun.

Ils ont aimé leur territoire. Ils ont fait de l'eau un projet de territoire. L'eau coule, par nécessité, et elle mêle les hommes et leurs histoires dans un infini de situations à organiser : agriculteurs, producteurs d'eau, associations de protection de l'environnement ou des consommateurs, élus, sourciers, industriels, tous sont concernés...

Ils ont tout compris. Ils ont compris que l'eau a besoin de victoires éclatantes, que le bon état des eaux est le désir sourd des populations, que la bonne gestion est leur honneur de responsables. C'est si important que l'Europe en a fait une directive en l'an 2000, la directive cadre sur l'eau. Ils ont aussi compris que l'eau transcende les frontières administratives et les clivages politiques, que l'eau ne craint rien plus que l'anarchie dans la gestion et que le diktat technocratique n'est pas une option pour les territoires.

Une troisième voie

« *Montre-moi ta rivière, je te dirai dans quel état est ton territoire...* »
Si nous observons la planète, nous constatons que malheureusement l'anarchie domine dans la situation de l'eau. Le Nil ou le Gange sont à sec, des rivières sont tellement polluées en Chine qu'elles tuent des hommes, des rivières trop enserrées dans leurs digues arrachent tout

sur leur passage avec une violence inouïe à la première grande crue. Des pollutions, des inondations, des catastrophes se déroulent à des milliers de kilomètres, mais également ici. À l'opposé, la mer d'Aral est morte de ce qu'un État hyperrégulateur n'ait vu dans les fleuves qui la nourrissaient qu'une facette, l'irrigation du coton, et en ait fait un absolu au détriment de tous.

La troisième voie, celle que nous voulons pour l'eau, a les yeux résolument fixés sur les résultats – à long terme –, et elle est profondément ancrée dans la concertation et le partenariat. Elle est démocratique.

Ambitieuse sur les résultats, elle s'est illustrée à Besançon, où l'eau captée à la source d'Arcier n'a pas besoin de dépollution de nitrates ou de pesticides pour être potable. À Gignac, une petite ASA d'irrigation a osé la refondation complète du modèle de l'irrigation méditerranéenne en passant du Moyen Âge aux technologies de pointe du goutte-à-goutte et a ainsi sauvé le fleuve Hérault en aval et tous ses habitants. À Saint-Ambroix, le maire a osé des travaux d'Hercule pour offrir une deuxième naissance à l'eau dans sa ville... Pourquoi est-ce si important ? Parce que leurs actions au quotidien pour gérer des robinets, des réseaux, des captages, pour revoir le partage de l'eau ou les pratiques agricoles font de plus beaux territoires, rendent les cours d'eau plus vivants. Parce que le bon état des eaux est à reconquérir d'arrache-pied chaque jour, car tout se dégrade lentement. Parce qu'enfin la nature répond aux efforts de l'homme.

L'humilité nous pousse à reconnaître que nous avons hérité de ces rivières, avec un cortège de savoir-faire d'une grande sagesse et une connaissance inouïe du territoire, et que nous n'avons qu'à inventer des modes nouveaux à des pratiques ancestrales, accepter la richesse du passé et lui adjoindre les solutions de la modernité. Hier comme aujourd'hui, l'eau qui stagne croupit, et nous avons maintenant à refaire courir l'eau en ouvrant les nombreux seuils qui la barrent. « Une rivière reprend toujours son cours », et les crues dramatiques de ces dernières années nous l'ont rappelé au prix de vies humaines et de dégâts sur les digues. Le foncier pris sur l'espace de liberté d'une rivière est souvent bien mal acquis. C'est en y prêtant attention que nous donnerons à nos enfants des rivières aussi belles que celles que nous avons trouvées. C'est possible.

Ancrée dans le partenariat et la concertation, cette troisième voie se réinvente pour chaque territoire. Cela n'est pas propos de mollesse, mais au contraire plus d'exigence pour les institutions de l'eau. À Chalon, quelle énergie n'a-t-on pas utilisée pour simplifier le mille-feuille administratif et transférer la compétence à la communauté d'agglomération, lieu supérieur en capacité technique et capable de grande volonté. En Apt, sauver le Calavon d'une mort certaine par assèchement a obligé à s'entendre sur un SAGE¹, à s'engager sur des économies d'eau avant d'aller forer la nappe profonde.

Le partenariat est notre socle, simplement parce que l'eau coule. Elle coule d'un territoire de droite à un territoire de gauche, de l'industriel vers l'agriculteur, de l'agriculteur vers l'urbain, de la ville vers le lieu de baignade ; l'eau coule entre autant de gens différents qui ne se parlent pas d'ordinaire. L'eau crée des histoires entre tous ces hommes. Elle les oblige à se rencontrer. C'est l'eau elle-même qui a commandé l'invention des comités de bassin, les SAGE, les commissions locales de l'eau, qui sont autant de lieux de coopération des acteurs de l'eau et des territoires.

Comptables devant les citoyens

Les Français s'agacent de mille choses pour l'eau. Une enquête, menée en 2012², révèle qu'ils sont de plus en plus nombreux – 57 % – à craindre de manquer d'eau à une échéance de vingt ans et plus. Ou bien qu'ils sont une majorité – 52 % – à penser que la qualité des nappes et des rivières va se dégrader à l'avenir. Tout le monde est persuadé que le taux de pesticides dans les eaux est trop important ; ces pesticides, qui ont une courte vie dans les champs, ont une longue vie dans l'eau et dans le fond des rivières. C'est la vie même qui est touchée. L'idée que les rivières ne sont ni propres à la baignade, ni bonnes pour les poissons s'impose comme une croyance inoxydable.

Les attentes des Français ne sont pas exorbitantes, mais elles mettent en question nos solutions demeurées archaïques. Que les captages d'eau potable, qui représentent seulement 3 % de la surface agricole

¹ SAGE : schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

² Le baromètre « Les Français et l'eau » 2012, réalisé par TNS-SOFRES pour le compte du Centre d'information sur l'eau.

utile, ne soient pas encore libérés des pesticides et des nitrates intrigue. Que les rivières méditerranéennes soient si déformées, étriquées entre leurs digues et raccourcies, et que cela provoque des morts et de lourds dégâts en cas de crue est inacceptable. En venir à payer des camions pour faire rouler les galets en aval, alors que la nature sait accomplir ce travail depuis la naissance du monde, effare. La moitié de nos cours d'eau affiche encore un état dégradé. Des stations d'épuration vieilles de quarante ans et à bout de souffle peuplent nos campagnes, des surpompages d'eau qui n'existaient pas voilà trente ans sont apparus...

Nous tous, responsables publics, devons refaire aujourd'hui la preuve de notre action pour l'eau et convaincre. Nous devons dépasser beaucoup de tabous : une passe à poissons n'est pas un délire écologique d'aujourd'hui. C'est une invention très ancienne, une évidence pour les pêcheurs, les kayakistes ou encore les baigneurs, qui n'aiment pas voir l'eau d'une rivière croupir entre deux murs. Une rivière n'est pas un lac miroir : couler fait beaucoup de bien à la qualité de son eau. Supprimer ou aménager un seuil, c'est aussi rouvrir le passage aux galets et une façon très économique de gérer les écoulements et d'atténuer les crues. Il en va de même pour les zones humides, qui rendent gratuitement mille services pourvu qu'on les laisse vivre : épurer les eaux, faire l'éponge face aux crues, infiltrer l'eau épurée vers les nappes...

Nous devons parler du mille-feuille administratif puisqu'il n'est nulle part aussi fourni que dans le monde de l'eau. 35 000 services d'eau potable et d'assainissement ont fait de la France la championne européenne du morcellement là où les Britanniques se suffisent de cent fois moins de services. Nous organisons parfois l'incompétence technique et nous nous plaignons ensuite du manque de porteurs de projets. Nous avons tout à gagner à la simplification. Voilà des années, la création de syndicats des eaux avaient montré, en pionniers, le chemin de l'intercommunalité. Cet élan doit être réactivé, y compris pour la gestion des rivières.

Une agence pour l'eau

Aux côtés des territoires qui s'engagent à valoriser leur or bleu, l'agence de l'eau veut être un expert de référence, un faiseur de solutions avec son budget de plus de 500 millions d'euros par an. Elle suscite des

projets, qui vont jusqu'à se matérialiser de façon exemplaire par des contrats de rivière ou des schémas d'aménagement et de gestion des eaux. Elle entraîne la communauté de l'eau dans un pacte commun, le SDAGE, dirigé vers le bon état des eaux. Elle ne viendra pas seule, mais avec l'État et ses services de police de l'eau, avec l'ONEMA et ses hyper experts des milieux aquatiques. Elle viendra aussi avec les conseils généraux, chantres inlassables de la solidarité entre les territoires, et deuxièmes plus grands pourvoyeurs de fonds pour l'eau. Les conseils régionaux s'ajoutent, avec leurs récentes compétences d'ordonnateurs des fonds européens et de collectivité chef de file de la biodiversité. Autant de personnes qui ne se rencontreraient pas entre elles et avec les usagers économiques et associatifs de l'eau sans les comités de bassin.

Porteurs d'espoir

Les femmes et les hommes de ce livre sont à l'image de ceux que l'agence de l'eau rencontre au quotidien dans son travail de terrain inlassable au bénéfice du bon état des eaux. L'agence veut aujourd'hui, par ce livre, les mettre en lumière, comme des premiers de longues cordées qui répondent toutes à cet appel commun : sauvons l'eau ! Si ce livre bruisse du clapotis des eaux, il prend source dans le brouhaha des places de village et saisit le vif des débats des salles de délibération. Il suit ces héros du quotidien sur leur chemin politique de gestionnaires de territoire et d'eau.

Ils s'inscrivent dans une suite de travailleurs acharnés de l'eau. Les Romains nous ont laissé, avec des aqueducs qui nous contemplent encore, le patrimoine le plus vénérable de l'eau. Les acteurs d'aujourd'hui sont tout autant solides, patients et responsables. Grâce à eux, la guerre de l'eau n'aura pas lieu.

MARTIN GUESPEREAU

directeur général de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

LYON, NOVEMBRE 2013